



La préfète de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 04 juin 2026

**Arrêté n°PAIC-2026-0046 du 04/06/2026
portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral 2009-604 du 26 février 2009
établissement de la société EXCOFFIER Recyclage
situé sur Marignier (74970) au 1218 avenue du Stade
(siret : 32702008700125)**

VU le code de l'environnement et notamment son article R.181-45 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025 portant nomination de M. Carl ACCETONE, administrateur de l'État, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral 2009-604 du 26 février 2009 autorisant la société Guy DAUPHIN Environnement à exploiter un établissement de regroupement, transit, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux au 1218 avenue du Stade, 74 970 Marignier ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015107-0011 du 17 avril 2015 portant agrément du centre VHU et modification de certaines rubriques de classement des activités de l'établissement de Marignier précité ;

VU l'arrêté préfectoral PAIC 2021-0050 du 12 mai 2021 portant changement d'exploitant au bénéfice de la société EXCOFFIER Recyclage de l'établissement de regroupement, transit, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux situé 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier ;

VU l'arrêté préfectoral PAIC 2026-0027 du 10 avril 2026 imposant des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates à titre conservatoire à la société EXCOFFIER Recyclage dans son établissement situé 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier, suite à l'incendie du 10 avril 2026 ;

VU le courrier de la société EXCOFFIER Recyclage du 21 avril 2026 proposant des conditions d'exploitation temporaires de son site de Marignier, dans l'attente de la reprise de l'utilisation du bâtiment sinistré lors de l'incendie du 10 avril 2026 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2026 référencé 20260417-RAP-InspectionExcoffierMarignier, faisant suite à l'incendie de la même date ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'incendie du 10 avril 2026 sur le site de la société EXCOFFIER Recyclage de Marignier a rendu momentanément indisponible le bâtiment qui abritaient les boues d'usage, les déchets issus de la collecte sélective auprès des ménages, les déchets non dangereux des entreprises et les déchets de titane ;

CONSIDÉRANT que la poursuite de l'exploitation du site dans l'attente de la réoccupation du bâtiment précité nécessite d'être encadrée par des dispositions spécifiques pour protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La Société EXCOFFIER Recyclage, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 70 route du Stade, 74350 Villy-le-Pelloux et de SIRET 32702008700125, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, dans le cadre de l'exploitation de son site implanté 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier, avant la remise en service du bâtiment endommagé par l'incendie du 10 avril 2026 dans les conditions prescrites par le point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral PAIC-2026-0027 du 10 avril 2026 précité.

Article 2

L'exploitant respectera, dans son établissement implanté 1218 avenue du Stade 74 970 Marignier :

- les dispositions des arrêtés préfectoraux précités
 - 2009-604 du 26 février 2009,
 - 2015107-0011 du 17 avril 2015,sauf dispositions plus exigeante du présent arrêté,
- les dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- les dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement,
- les engagements du courrier précité du 21 avril 2026 de l'exploitant sauf dispositions plus exigeantes mentionnées ci-après. Dans ce cadre :
 - le site n'accueillera plus de déchets dangereux,
 - les déchets non dangereux des entreprises et les déchets issus de la collecte sélective auprès des ménages seront stockés en extérieur, à plus de 10 mètres de tout bâtiment, dans des box formés de 3 faces en mur ou blocs de béton dont la hauteur sera supérieure à celle des déchets stockés qui ne dépassera pas 3 mètres,
 - en fin de chaque journée, tous les déchets issus de la collecte sélective auprès des ménages auront été évacués,
 - en dehors des heures de présence du personnel d'exploitation dans l'établissement de Marignier les déchets non dangereux des entreprises seront sous surveillance vidéo permanente depuis le site de l'entreprise de Chêne-en-Semine. Les personnes en charge du visionnage en direct des images de cette surveillance vidéo seront formées et disposeront des informations nécessaires pour donner l'alerte et notamment appeler les services de secours,

Le système de rétention des eaux d'incendie sera opérationnel et son intégrité en charge aura été vérifiée.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté pourront être modifiées par voie arrêté préfectoral pris sur la base d'un dossier de « Porter à Connaissance » transmis par l'exploitant, proposant de nouvelles conditions d'exploitation et justifiant la protection des intérêt visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société EXCOFFIER Recyclage dont le siège social est situé route du Stade à Villy-le-Pelloux (74350).

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Marignier (74970) et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Marignier (74970) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie.

Article 5

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-I et L. 511-I dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné au 1. et au 2.

Article 6

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet de la Préfecture et au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de Marignier.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE